

SAHARA OCCIDENTAL

Réunion des pays contributeurs de troupes à la Minurso



LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DEVAIT CONSACRER, hier, une réunion aux pays contributeurs de troupes à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso).

La mission onusienne qui siège à Laayoune occupée, compte un effectif de 467 fonctionnaires, dont 245 militaires comprenant les contingents, les experts et les officiers d'état-major. La réunion, à laquelle étaient conviés notamment le Bangladesh, l'Égypte, la Russie, le Pakistan, la Chine, le Honduras, le Brésil, le Ghana, la Croatie et la Hongrie, sera suivie, jeudi, par un briefing au Conseil de sécurité sur la mission onusienne. Le chef de la Minurso, Colin Stewart, devait informer le Conseil des activités de la Minurso, selon l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Par ailleurs, les deux séances de discussions au Conseil de sécurité précéderont les tractations autour de la prorogation de la mission prévues dans les prochains jours. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a invité le Conseil de sécurité à proroger le mandat de la mission d'une année, affirmant qu'elle demeurerait « un élément clé des efforts de l'ONU pour parvenir à un règlement politique juste du conflit qui garantit l'autodétermination du peuple sahraoui ».

Le mandat de la mission a été écourté de six mois en avril dernier. Les États-Unis avaient alors précisé que cette mesure vise à ramener les parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, à la table des négociations dans un délai de six mois et à en finir avec le statut quo au Sahara occidental. Une démarche qui n'était

pas du goût de la France, qui avait déclaré que le renouvellement du mandat de la Minurso de six mois devait rester une exception, avançant que le maintien d'un cadre annuel garantissait la stabilité des opérations de maintien de la paix. Selon des sources proches du dossier, les États-Unis ne sont pas prêts à lâcher du lest sur cette question, estimant que c'est le seul moyen d'appuyer le processus politique et de mettre fin à ce conflit qui dure depuis plus de 40 ans.

Récemment, le chef de l'ONU a annoncé l'acceptation des deux parties au conflit au Sahara occidental, le Front Polisario et le Maroc de participer aux négociations directes prévues les 4 et 5 décembre à Genève, tout en rappelant le rôle essentiel de la Minurso pour parvenir à une solution politique durable à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Le SG de l'ONU a rendu dans son rapport préliminaire les premiers résultats de l'examen indépendant mené sur les activités de la mission par l'ancienne représentante spéciale de la Minusca (Mission de l'ONU) en Centrafrique, Diane Corner. Si le rôle de la Minurso a été décisif dans la prévention des conflits, il n'en demeure pas moins que ses capacités techniques doivent être améliorées afin de prévenir certaines crises sur le terrain à l'instar de celle survenue à El Guergarat, a conclu M. Guterres dans son rapport.